Canton Infos, mars 2016

LOIRET



si importantes, et pour traiter de questions essentielles d'environnement, d'urbanisme, de logement, et ce dans le respect des communes. Mais ce transfert de compétences vers

des maires et des communes ? 1955: À cet dégard, Taccord auquel nousommes parverus préserve la spédificit et l'identité des communes. Ma positior est doire: l'intercommunalité ne doit par aller à l'encontre des communes. Nombre de ces demières ne pouraient subsiste ans la nécessirie mutualisation libremen consentie au travers des communaion libremen fonfin, pour ce qu'est de la question du PLUI.

le plan local d'utbanisme intercorraure je une réjoir que nous agons conservé minorité de bloage de 25% des cemmus repérentant 20% dels population. In ét lorqu'en a préside une intercommunal organisme président de la préside une intercommunal organisme que de la company de la commune de la maier set les communes de la commune de la maier set les communes de la favont. Il ne faut para ne préside se dégage pour alle l'avont la life favont. Il ne faut para ne préside se degage pour aller favont l'an était par les fonctions de la commune puis se fonce un processor contrapar ferremethé des autres communes de commune

dans le Lordet. Unleans, hioratorigo, com e di que le rezión del territorie dobre alla le fun cui fautre de ces poles. Le cois que coseatt une loudre enerse de penser à un grand trolleans qui aurait, comme stabilites. Chiasamené au tocile. La Farté-Saint-Chiasamené au tocile. La Farté-Saintpense, au contraire, qu'il y a des espaces qui ne sort pas-réductible à l'un des quatre poles et qui doivent pleinement exister en un que tell. hills pour celà il faut former de fortes commensates cohérentes. Cela prouposit in une present de la considera prouposit in un est des considerations.

communes aurait toute sa légitimité e a dégagerait une aura importante. s Mais les maires n'ont pas l'air de s

JPS:Grâceà notre travail au Sénat, nousavors obtenu que ce soit uniquement les élus qui décident des regroupements de communes au sein de la commission départementale de coopération intercommunale, qui ne compte que des élus, et que rien ne leur serait imposé!

un projet commun... JPS: Oui, dans ce cas, c'est le préfet qui devra trancher.